

Résumé d'un rapport sur la politique étrangère de l'URSS

Christian Rakovsky

Source : « L'Humanité », jeudi 14 janvier 1926, p. 3. Notes MIA.

Moscou, 13 janvier. Dans un rapport publié à Leningrad, Rakovsky déclare que l'attitude du gouvernement soviétique restera invariable, bien que les accords de Locarno¹ aient été dirigés contre l'URSS, M. Chamberlain a bien donné des assurances que ces accords n'étaient point dirigés contre l'URSS ; mais les déclarations des autres ministres britanniques contredisent ces assurances, ainsi d'ailleurs que les aspirations de la politique anglaise tendant à détacher l'Allemagne de l'URSS et à créer une coalition européenne anti-soviétique.

Les rapports anglo-soviétiques

En ce qui touche les rapports des Soviétiques avec l'Angleterre, Rakovsky indique que toutes les tentatives, faites à Londres, pour tâcher de déterminer quelles causes du traité anglo-soviétique² étaient inacceptables pour le gouvernement conservateur sont restées vaines.

Il relève notamment que, si un membre du gouvernement soviétique s'était permis de dire des membres du cabinet anglais la dixième partie de ce qu'a dit M. Churchill du gouvernement soviétique, de nombreuses notes de protestation auraient été adressées à ce dernier.

Le gouvernement britannique voudrait que le gouvernement soviétique renonce à toute propagande, craignant que cette propagande ne touche aux intérêts britanniques. L'URSS, dit Rakovsky, est un immense État qui possède ses propres intérêts. Il ne fait pas une politique anti-britannique, mais une politique conforme à ses propres intérêts.

Le gouvernement anglais pose comme condition préliminaire le suicide politique de l'URSS et sa renonciation à l'indépendance. L'URSS ne peut pas consentir à la limitation de son indépendance ni à des accords conclus aux dépens des peuples d'Orient par la Grande-Bretagne.

Les négociations entre la France et l'URSS se poursuivent favorablement

En ce qui concerne les négociations franco-soviétiques³, Rakovsky déclare que ces négociations auront pour base le même programme que celles qui avaient été entamées avec le gouvernement de

1 À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte de garantie ». Cinq traités sont en réalité signés : un Pacte rhénan qui garantit les frontières occidentales de l'Allemagne, et quatre autres traités d'arbitrage (Allemagne-France, Allemagne-Belgique, Allemagne-Pologne et Allemagne-Tchécoslovaquie). L'impérialisme visait ainsi à consacrer le *statu quo* issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

2 Il s'agit de l'accord commercial anglo-soviétique signé le 16 mars 1921 dans lequel les deux parties s'engageaient à s'abstenir mutuellement de tout acte et de toute propagande hostile et renouer leurs rapports commerciaux. Cet accord signifiait, en fait, la reconnaissance de la Russie soviétique par l'Angleterre.

Macdonald. Ces négociations se présentent sous un jour favorable, car les intérêts de ces deux pays dans le monde entier ne sont nulle part en opposition.

La France doit être assurée contre l'isolement. Elle cherche des débouchés pour son industrie grandissante. Elle doit aider l'URSS en lui accordant des crédits, en tenant compte des contre-propositions soviétiques concernant les biens soviétiques en France et de la situation économique de l'URSS.

Rakovsky considère comme favorables les perspectives de ces négociations et déclare notamment :

« Autrefois le chemin menait à Paris via Londres, aujourd'hui il mène à Londres, via Paris ».

L'opinion publique européenne contre les tentatives d'isolement de l'URSS

Rakovsky annonce comme probable l'établissement prochain de relations normales de l'URSS avec la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Belgique.

L'année 1926, dit-il, en terminant, s'ouvre pour l'URSS dans des conditions internationales plus favorables que l'année 1925, qui fut une année de crises dans les rapports de l'URSS avec les pays européens.

L'URSS se développe comme un facteur de l'économie mondiale qui doit jouer un rôle considérable. Locarno a démontré qu'il existait un bloc anti-soviétique, mais il a provoqué aussi un large mouvement de l'opinion publique européenne contre les tentatives d'isolement de l'URSS.

3 Le 28 octobre 1924, après la reconnaissance de l'URSS par la France, Léonid Krassine était nommé représentant plénipotentiaire de l'URSS en France où il commença à préparer les négociations officielles sur les questions des dettes, du crédit et de la propriété. Mais les négociations officielles ne s'ouvrirent que le 25 février 1926, alors que Krassine et Rakovsky avaient « échangé » leurs postes d'ambassadeurs à Londres et à Paris. C'est donc Rakovsky qui mena ces pourparlers pendant plus d'un an et qui n'aboutirent pas à cause de la campagne de la presse réactionnaire française qui entraîna finalement son départ de Paris le 16 octobre 1927.